

**Commission Paritaire pour les employés des Institutions de l'Enseignement Libre  
subventionné.**

**Convention Collective de travail du 7 juillet 2006**

**Régime de jours conventionnels de dispense de service pour le personnel contractuel non subsidié des Hautes Écoles de l'enseignement libre subventionné en Communauté française**

Vu la réglementation générale relative aux vacances annuelles pour les employés,

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 30.08.1996 fixant les vacances annuelles des membres du personnel contractuels subsidiés des Haute Écoles,

Considérant la coexistence d'employés contractuels subsidiés et non subsidiés au sein des Hautes Écoles de l'enseignement libre subventionné,

Considérant :

qu'il y a lieu d'harmoniser afin de les rendre équivalentes les conditions de travail des employés contractuels subsidiés et non subsidiés,

en particulier qu'il y a lieu, pour les employés contractuels non subsidiés, de rendre identique le nombre de jours de travail rémunérés faisant l'objet d'une dispense de service au nombre de jours de congés des employés contractuels subsidiés,

Les organisations adoptent la convention qui suit.

**Article 1**

La présente convention s'applique

- aux employés contractuels non subsidiés des Hautes Écoles de l'enseignement libre subventionné en Communauté française ;
- aux employés non subsidiés des ASBL liées aux Hautes Écoles et organisant des activités liées aux missions dévolues aux Hautes Écoles par le décret du 05.08.1995 : formation initiale, formation continue, recherche, services à la collectivité...

**Article 2**

Sans préjudice des dispositions légales en matière de vacances annuelles, la présente convention octroie au profit des employés non subsidiés des Hautes Écoles libres subventionnées des jours conventionnels de dispense de service afin d'atteindre un régime comparable à celui en vigueur dans l'enseignement libre subventionné pour le personnel contractuel subsidié par la Communauté française.

**Article 3**

§1er Les employés qui ont charge d'enseignement (formation initiale ou formation **continuée** - *exemple : un employé chargé d'enseigner durant 10/10<sup>e</sup> l'anthropologie, un employé chargé 10/10<sup>e</sup> de la formation continuée en anglais des anciens étudiants. Ou un employé exerçant 4/10 de cours en formation initiale et 6/10<sup>e</sup> en formation continue*) au profit d'une Haute École libre subventionnée bénéficient d'un régime de vacances annuelles légales et jours conventionnels de dispense de service, formant un total de 60 jours pour une charge complète et fixé comme suit :

a/ Les vacances d'hiver : deux semaines englobant les jours fériés de Noël et de Nouvel An ; les dates sont fixées par la Communauté française ;

REGISTR.-ENREGISTR.	NR. 83 090/Co/225
2 S -10- 2006	N°
07 -06- 2007	

b/ Les vacances de printemps : deux semaines coïncidant avec les vacances en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire ; les dates sont fixées par la Communauté française ;

c/ Les vacances d'été : sept semaines **comprises** entre le 1er juillet et la rentrée académique, dont quatre consécutives au moins ;

d/ Cinq jours restent à fixer par le Pouvoir Organisateur conformément aux décisions du Conseil d'entreprise.

Les dates de ces jours de congé et jours conventionnels sont communiquées à l'ensemble du personnel avant le 30 juin de l'année académique précédente.

#### Article 4

§1<sup>er</sup> Les employés d'une Haute École libre subventionnée ayant un travail autre que celui d'enseignement (formation initiale ou continuée - *Exemple : un employé chargé de travail administratif, un employé chargé de recherche appliquée, un employé chargé de la maintenance du matériel informatique, ...*) bénéficient d'un régime de vacances annuelles légales et jours conventionnels de dispense de service fixé comme suit (Un tableau reprend les attributions de congé en annexe) :

- ~ de moins de 45 ans : 30 jours ouvrables dans le cadre de la semaine de 5 jours ;
- ~ entre 45 et 50 ans : 31 jours ouvrables dans le cadre de la semaine de 5 jours ;
- ~ de 50 ans et + : 32 jours ouvrables dans le cadre de la semaine de 5 jours.

§2 Les employés non chargés d'enseignement (formation initiale ou continuée) bénéficient de jours conventionnels de dispense de service supplémentaires dont la durée est fixée comme suit selon leur âge :

- ~ à 60 ans : 1 jour ouvrable dans le cadre de la semaine de 5 jours ;
- ~ à 61 ans : 2 jours ouvrables dans le cadre de la semaine de 5 jours ;
- ~ à 62 ans : 3 jours ouvrables dans le cadre de la semaine de 5 jours ;
- ~ à 63 ans : 4 jours ouvrables dans le cadre de la semaine de 5 jours ;
- ~ à 64 ans : 5 jours ouvrables dans le cadre de la semaine de 5 jours.

L'âge pris en considération pour la détermination du congé est celui atteint par le membre du personnel au 1er juillet de l'année en cours.

§3 Le congé est de 21 jours calendrier consécutifs au minimum et de 31 jours consécutifs au maximum. Le cadre général des congés est fixé conformément à l'article 63 de l'AR du 30 mars 1967 et en concertation avec le directeur et les membres du personnel concernés, éventuellement selon un roulement et compte tenu de l'accomplissement d'un certain nombre de tâches administratives requises pour le bon fonctionnement de l'établissement.

Après déduction des jours de congé pris pendant les mois de juillet et août, les employés non chargés d'enseignement (formation initiale ou continuée) prennent, en principe, leurs jours de congé prioritairement, durant les vacances d'hiver, de printemps ou durant les 5 jours de congé fixés par le Pouvoir Organisateur conformément à la décision du Conseil d'entreprise, et à défaut conformément à l'article 63 de l'AR du 30 mars 1967.

(Art 63 AR 30/03/67 : « Les commissions paritaires peuvent prendre des décisions quant à la date des vacances et à leur fractionnement éventuel. Le Ministre de la prévoyance sociale doit être informé de ces décisions au plus tard le 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle les vacances doivent être prises.

*Si la commission paritaire n'a pas communiqué sa décision pour la date précitée, le conseil d'entreprise peut prendre des décisions sur le même objet. A défaut de conseil d'entreprise ou de décision prise par lui, les dispositions peuvent résulter d'accords d'entreprise entre, d'une part, l'employeur et, d'autre part, la délégation syndicale, ou à défaut de cette dernière, les travailleurs. En l'absence de décision prise à ces divers niveaux, les dispositions résulteront d'un accord individuel entre l'employeur et le travailleur. »)*

## Article 5

§1 Nonobstant le paragraphe 2, la rémunération relative aux jours de congés légaux est celle légalement en vigueur.

La rémunération des jours conventionnels de dispense de service égale 100 % de la rémunération ordinaire.

§2 A l'entrée en activité, les jours de congés légaux restant à prendre par l'employé et dont la rémunération est couverte par un contrat précédent ne sont pas rémunérés par le nouvel employeur.

§3 A la fin du contrat, les jours conventionnels de dispense de service restant dus sont perdus.

## Article 6

§1 Les tableaux 1, 2 et 3, ainsi qu'un exemple, en annexe reprennent par fraction de charge de 1/10<sup>e</sup> le nombre de jours de congés légaux et le nombre de jours conventionnels de dispense de service.

§2 Les jours fériés coïncidant avec un jour conventionnel de dispense de service octroyés par la présente convention n'entraînent pas la suspension de vacances fixées. La survenance d'un jour férié durant la période des jours conventionnels de dispense de service a pour effet de diminuer d'un jour le nombre de jours conventionnels de dispense de service. En conséquence, l'employé bénéficie du nombre de jours conventionnels de dispense de service moins un jour et plus un jour férié.

Si le jour férié coïncide avec un dimanche durant les vacances annuelles complémentaires, celui-ci n'est pas récupéré.

§3 Lors de l'entrée en activité, afin de déterminer le nombre de jours conventionnels de dispense de service, on prend premièrement en compte le nombre de jours de congés légaux.

## Article 7

§1 Lorsqu'un employé est entré en service au cours de l'année scolaire, le nombre de jours conventionnels de dispense de service est établi au prorata des prestations effectuées et/ou assimilées durant l'année.

Lorsque la durée hebdomadaire de travail est inférieure à la durée normale habituelle dans la Haute École, le nombre de jours conventionnels de dispense de service est établi au prorata de la durée des prestations effectives et/ou assimilées.

## **Article 8**

§1 Les employés dont l'emploi se répartit en charge d'enseignement au sens de l'article 2 et en autre travail au sens de l'article 3 bénéficient de jours conventionnels de dispense de service calculés au prorata de l'importance de leur charge en dixième entier dans la catégorie visée à l'article 2 selon les principes y définis et au prorata de l'importance de leur charge en dixième dans la **catégorie** visée à l'article 3 selon les principes y définis (voir annexe 1). Le calcul des jours de congés légaux et des jours conventionnels de dispense de service s'effectue séparément pour chaque fonction (enseignement ou autre).

§2 L'employé peut être en congé ou dispensé d'activité dans une fonction et pas dans une autre.

## **Article 9**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2006 et est conclue pour une période indéterminée.

Chacune des parties contractantes peut la dénoncer moyennant un préavis de trois mois, à notifier par lettre recommandée à la poste au président de la Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre.

Annexe

Tableau 1 : Congés pour la fonction enseignante :

	Suspension de l'activité d'enseignement (*)	Congés légaux	Jours de dispense conventionnelle de service
1/10	60	2	58
2/10	60	4	56
3/10	60	6	<b>54</b>
4/10	60	8	<b>52</b>
5/10	60	10	<b>50</b>
6/10	60	12	48
7/10	60	<u>14</u>	46
8/10	60	16	44
9/10	60	18	42
10/10	60	20	40

\* en jours

Tableau 2 Congés pour la fonction administrative (jusqu'à 45 ans) :

	Congés réels(*) (**)	Congés légaux	Jours de dispense conventionnelle de service
1/10	3	2	1
2/10	6	4	2
3/10	9	6	3
4/10	12	8	4
5/10	15	10	<b>5</b>
6/10	18	12	6
7/10	21	14	7
8/10	24	16	8
9/10	27	18	9
10/10	30	20	10

\* en jours

\*\* Ces jours de congé réels peuvent générer un nombre de jours calendrier différents selon l'horaire de travail et la fraction de charge. Par exemple, les 15 jours peuvent correspondre à 30 jours ouvrables si le membre du personnel preste un mi-temps réparti également sur les 5 jours ouvrables d'une semaine.

Tableau 3 : Congés pour la fonction administrative au-delà de 45 ans

Nombre de jours de congé réels								
âge →	-45	45/50	50 et+	60	61	62	63	64
1/1e →								
1	3	3,1	3,2	3,3	3,4	3,5	3,6	3,7
2	6	6,2	6,4	6,6	6,8	7	7,2	7,4
3	9	9,3	9,6	9,9	10,2	10,5	10,8	11,1
4	12	12,4	12,8	13,2	13,6	14	14,4	14,8
5	15	15,5	16	16,5	17	17,5	18	18,5
6	18	18,6	19,2	19,8	20,4	21	21,6	22,2
7	21	21,7	22,4	23,1	23,8	24,5	25,2	25,9
8	24	24,8	25,6	26,4	27,2	28	28,8	29,6
9	27	27,9	28,8	29,7	31,6	31,5	32,4	33,3
10	30	31	32	33	34	35	36	37

L'arrondi des décimales se fait à l'unité supérieure à partir de 0,5.

### Un exemple de calcul des jours conventionnels de dispense d'activité de service

1. Le calcul s'effectue par année civile.
2. Le membre du personnel est engagé pour 7/10 comme enseignant pour 3/10 comme administratif.
3. Le membre du personnel est engagé pour la 1<sup>ère</sup> fois dans la Haute Ecole comme contractuel.
4. L'année commence le 15/9/2006.
5. La Haute École a placé 3 des 5 jours à fixer par le PO (cf. article 3, §1<sup>er</sup>, d/ de la présente convention) du 30 octobre au 3 novembre (semaine de Toussaint)

1. A combien de jours de dispense conventionnelle de service a droit ce membre du personnel pour les 7/10 enseignement ?

Le nombre de jours de dispense conventionnelle de service est égal au nombre de jours de suspension d'activité d'enseignement moins les jours de congé légaux moins les jours fériés sur la période considérée (cf. article 6, §2).

Les **jours de Suspension de l'Activité d'Enseignement (SAE)** correspondent à **11 jours**, y compris les jours fériés (qui ne tombent pas un samedi ou un dimanche), soit :

- le 27 septembre
- les 30 et 1 octobre et les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 novembre (le 11 novembre tombe un samedi en 2006)
- les 25, 26, 27, 28, 29 décembre (les 30 et 31 décembre tombent un samedi et un dimanche en 2006).  
Dont 4 jours fériés

Les **jours de Dispense Conventionnelle de Service (DCS)** correspondent à 3 jours :

Le nombre de jours de dispense conventionnelle de service est égal au nombre de jours de suspension d'activité d'enseignement (SAE) (tableau 1, colonne 1) moins les jours de congés légaux moins les jours fériés sur la période considérée.

Le nombre de jours de congé légaux promérité sur la période de prestation est égal au nombre de jours de congé légaux selon la fraction de charge (tableau 1, colonne 2) multiplié par le nombre de jours calendrier de la période (un mois = 30 jours) divisé par 360.

Soit,

$$\text{DSC} = \text{SAE} (11) - \text{congés légaux} (14 \times 106/360=4,122) - \text{jours fériés} (4)$$

$$\text{DSC} = 11 - 4 - 4 = 3$$

2. A combien de jours de dispense conventionnelle de service a droit ce membre du personnel pour les 3/10 de tâches administratives ?

Le nombre de jours de dispense conventionnelle de service égale le nombre de jours de congé réels moins le nombre de jours de congé légaux sur la période considérée.

Les **congés réels** (CR) au prorata de la période de prestation correspondent à 3 jours ( sans les jours fériés ), soit :

CR = nombre de jours selon la fraction de charge (tableau 2, colonne 1) multiplié par le nombre de jours calendriers de la période (un mois = 30 jours) divisé par 360.

Soit,

$$\text{CR} = 9 \times 106/360 = 2,65 = 3$$

Les **congés légaux** (CL) au prorata de la période de prestation correspondent au nombre de jours de congés légaux selon la fraction de charge (tableau 2, colonne 2) multiplié par le nombre de jours calendriers de la période (un mois = 30 jours) divisé par 360.

Soit,

$$6 \times 106/360 = 1,76 = 2$$

Les **jours de dispense conventionnelle de service** (DCS) correspondent à 1 jour, soit :

$$\text{DCS} = \text{CR} (3) - \text{CL} (2) ; \text{DCS} = 1$$

1

**Paritair comité voor de bedienden van de inrichtingen  
van het gesubsidieerd vrij onderwijs**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 juli 2006.**

**Stelsel van conventionele dagen dienstvrijstelling voor het niet-gesubsidieerd contractueel  
personeel van de Hogescholen in de Franse Gemeenschap**

---

Gelet op de algemene reglementering betreffende de jaarlijkse vakantie voor de bedienden,

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 30.08.1996 tot vaststelling van de jaarlijkse vakantie van de gesubsidieerde contractuele personeelsleden van de Hogescholen,

Overwegende de coëxistentie van gesubsidieerde en niet-gesubsidieerde contractuele bedienden in de Hogescholen van het gesubsidieerd vrij onderwijs,

Overwegende

dat er reden is om de arbeidsvoorwaarden van de gesubsidieerde en niet-gesubsidieerde bedienden te harmoniseren om ze gelijkwaardig te maken,

dat er, in het bijzonder, reden is om voor de niet-gesubsidieerde contractuele bedienden, het aantal betaalde werkdagen die het voorwerp uitmaken van een dienstvrijstelling identiek te maken aan het aantal verlofdagen van de gesubsidieerde contractuele bedienden,

keuren de organisaties volgende overeenkomst goed.

#### **Artikel 1**

Deze overeenkomst is van toepassing

- Op de niet-gesubsidieerde contractuele bedienden van de Hogescholen van het gesubsidieerd vrij onderwijs in de Franse Gemeenschap;
- Op de niet-gesubsidieerde bedienden van de VZW's die verbonden zijn met de Hogescholen en die activiteiten organiseren die gekoppeld zijn aan de taken die voorbehouden zijn aan de Hogescholen door het decreet van 05.08.1995: initiële opleiding, voortgezette opleiding, onderzoek, diensten voor de gemeenschap...

#### **Artikel 2**

Onverminderd de wettelijke bepalingen inzake jaarlijkse vakantie kent deze overeenkomst conventionele dagen **dienstvrijstelling** toe aan de niet-gesubsidieerde bedienden van de vrije Hogescholen om een stelsel te bereiken dat vergelijkbaar is met datgene dat van kracht is in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor het contractueel personeel gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

#### **Artikel 3**

§1 De bedienden die een onderwijstaak hebben (initiële of voortgezette opleiding - *Voorbeeld: een bediende die gedurende 10/10<sup>de</sup> antropologie onderwijst een bediende die 10/10<sup>de</sup> voortgezette opleiding Engels geeft aan vroegere studenten. Of een bediende die 4/10 cursus geeft in initiële opleiding en 6/10 in voortgezette opleiding*) in een gesubsidieerde vrije Hogeschool genieten een stelsel van wettelijke jaarlijkse vakantie en conventionele dagen dienstvrijstelling, die een totaal vormen van 60 dagen voor een volledige taak en als volgt vastgelegd:

a/ De wintervakantie: twee weken die de feestdagen van Kerstmis en Nieuwjaar omvatten; de data worden bepaald door de Franse Gemeenschap;

NEERLEGGING-DÉPÔT  
26-10-2006

REGISTR.-ENREGISTR.  
07-06-2007

NR  
N° 83.190/Co/225



b/ De **lentevakantie**: twee weken die **samenvallen** met de vakantie in het basis- en het secundair onderwijs; de data worden bepaald door de Franse **Gemeenschap**;

c/ De zomervakantie: zeven weken tussen 1 **juli** en het nieuwe **academiejaar**, waarvan ten minste vier opeenvolgende;

d/ Vijf dagen **mogen** vastgelegd worden door de **inrichtende macht**, overeenkomstig de beslissing van de ondernemingsraad.

De data van deze verlofdagen en conventionele dagen worden aan al het personeel meegedeeld **vóór** 30 juni van het vorige academiejaar.

#### Artikel 4

§1 De bedienden van een gesubsidieerde vrije Hogeschool die buiten het onderwijs (initiële of voortgezette opleiding - *Voorbeeld : een bediende belast met **administratiefwerk**, een bediende belast met toegepaste **wetenschap**, een bediende belast met het **onderhoud** van informaticamateriaal, ...*) nog een job **hebben**, genieten een stelsel van wettelijke jaarlijkse vakantie en conventionele dagen dienstvrijstelling dat als volgt is bepaald *{Een tabel neemt de toewijzing van het verlof als bijlage over}* :

- ~ **minder** dan 45 jaar: 30 werkdagen in het kader van de 5 dagenweek;
- ~ tussen 45 en 50 jaar: **31** werkdagen in het kader van de 5 dagenweek;
- ~ 50 jaar en **meer**: 32 werkdagen in het kader van de 5 dagenweek.

§2 De bedienden die niet belast zijn met onderwijstaken (initiële of voortgezette opleiding) genieten bijkomende conventionele dagen dienstvrijstelling waarvan de duur als volgt wordt bepaald, volgens hun leeftijd:

- ~ 60 jaar: 1 werkdag in het kader van de 5 dagenweek;
- ~ 61 jaar: 2 werkdagen in het kader van de 5 dagenweek;
- ~ 62 jaar: 3 werkdagen in het kader van de 5 dagenweek;
- ~ 63 jaar: 4 werkdagen in het kader van de 5 dagenweek;
- ~ 64 jaar: 5 werkdagen in het kader van de 5 dagenweek.

De leeftijd die in aanmerking wordt genomen voor de bepaling van het verlof is deze die door het personeelslid is bereikt op 1 juli van het lopende jaar.

§3 Het verlof bedraagt ten minste 21 opeenvolgende kalenderdagen en maximaal 31 opeenvolgende dagen. Het algemeen kader van de **verloven** wordt bepaald overeenkomstig artikel 63 van het KB van 30 **maart** 1967 en in overleg met de directeur en de betrokken personeelsleden, eventueel volgens een beurtrol en rekening houdend met de uitvoering van een aantal administratieve taken, vereist voor de goede werking van de instelling.

Na aftrek van het aantal dagen **genomen** in de maanden juli en augustus, **nemen** de bedienden die niet belast zijn met onderwijstaken (initiële of voortgezette opleiding), in principe, hun dagen verlof bij voorkeur tijdens de winter- of lentevakantie of tijdens de 5 **verlof** dagen bepaald door de inrichtende **macht, overeenkomstig** de beslissing van de **ondernemingsraad** en bij ontstentenis **overeenkomstig** artikel 63 van het KB van 30 maart 1967 (Art. 63 KB 30/03/67: "*De paritaire comités kunnen beslissingen treffen omtrent de datum van de vakantie en de eventuele verdeling ervan. De Minister van Sociale Voorzorg moet ten laatste op 31 december van het jaar dat datgene voorafgaat waarin de vakantie moet worden genomen, over deze beslissingen worden ingelicht.*

*Indien het paritair comité zijn beslissing op genoemde datum niet heeft meegedeeld, mag de ondernemingsraad omtrent ditzelfde object beslissingen treffen. Bij ontstentenis van ondernemingsraad of indien de ondernemingsraad geen beslissing heeft getroffen mogen de regelingen op het vlak van de onderneming getroffen worden tussen de werkgever eendeels en de syndicale afvaardiging anderdeels of bij ontstentenis van deze laatste, de werknemers. Indien op deze verschillende vlakken geen beslissing wordt genomen, worden de regelingen getroffen bij individueel akkoord tussen de werkgever en de werknemer").*

## Artikel 5

§1 Niettegenstaande paragraaf 2 is de betaling van de wettelijke vakantiedagen diegene die wettelijke van kracht is.

De betaling van de conventionele dagen dienstvrijstelling is gelijk aan 100 % van de gewone betaling.

§2 Bij de start van de activiteit worden de resterende dagen wettelijk verlof die door de bediende **moeten** worden genomen en waarvan de betaling gedekt is door een voorgaand contract niet betaald door de nieuwe werkgever.

§3 Aan het einde van het contract zijn de zijn de resterende conventionele dagen dienstvrijstelling verloren.

## Artikel 6

§1 Tabellen 1, 2 en 3, evenals een voorbeeld, als bijlage, nemen per deel van een opdracht van 1/10 het aantal wettelijke verlofdagen en het aantal conventionele dagen dienstvrijstelling over.

§2 De feestdagen die **samenvallen** met een conventionele dag dienstvrijstelling, toegekend door deze overeenkomst, hebben niet de opschorting van de vastgesteld vakantie tot gevolg. Een **onvoorziene** feestdag tijdens de **periode** van conventionele dagen dienstvrijstelling heeft de vermindering met een dag tot gevolg van het aantal conventionele dagen dienstvrijstelling. Bijgevolg geniet de bediende het aantal conventionele dagen dienstvrijstelling min een dag en plus een feestdag.

Als de feestdag samenvalt met een zondag tijdens de aanvullende jaarlijkse vakantie, wordt die niet gecrepeerd.

§3 **Om**, bij de indiensttreding, het aantal conventionele dagen dienstvrijstelling te bepalen, **neemt men** eerst het aantal dagen wettelijk verlof in aanmerking.

## Artikel 7

§1 Wanneer een bediende in dienst is getreden tijdens het schooljaar wordt het aantal dagen conventionele dienstvrijstelling opgesteld naar rato van de uitgevoerde en/of gelijkgestelde prestaties tijdens het jaar.

Wanneer de wekelijkse arbeidsduur **lager** is dan de gebruikelijke normale duur in de Hogeschool, wordt het aantal conventionele dagen **dienstvrijstelling** opgesteld naar rato van de duur van de effectieve en/of gelijkgestelde prestaties.

## Artikel 8

§1 De bedienden waarvan de tewerkstelling verdeeld wordt over de onderwistaken in de zin van artikel 2 en over ander werk in de zin van artikel 3 genieten conventionele dagen dienstvrijstelling berekend naar rato van de belangrijkheid van hun taken in volledige tienden in de **categorie** bedoeld in artikel 2 volgens de daar bepaalde principes en naar rato van de belangrijkheid van hun taken in tienden in de **categorie** bedoeld in artikel 3 volgens de daar bepaalde principes (zie bijlage 1). De berekening van de dagen wettelijk verlof en van de conventionele dagen dienstvrijstelling gebeurt apart voor **elke** functie (onderwijs of andere).

§2 De bediende kan in verlof zijn of vrijgesteld van activiteit in een functie en niet in een andere.

## Artikel 9

Deze collectieve **arbeidsovereenkomst** wordt van kracht op 1 <sup>2006</sup>september en wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan door **elk** van de contracterende partijen worden opgezegd **mits** naleving van een opzegging van drie **maanden**, betekend bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het paritair comité voor de gesubsidieerde instellingen van het vrij onderwijs.

Tabel 1: Verloven voor de onderwijsfunctie:

	Schorsing van de onderwijsactiviteit (*)	Wettelijke verloven	Dagen conventionele dienstvrijstelling
1/10	60	2	58
2/10	60	4	56
3/10	60	6	54
4/10	60	8	52
5/10	60	10	50
6/10	60	12	48
7/10	60	<u>14</u>	46
8/10	60	16	44
9/10	60	18	42
10/10	60	20	40

\* in dagen

Tabel 2: Verloven voor de administratieve functie (tot 45 jaar):

	Werkelijke verloven (*)(**)	Wettelijke verloven	Dagen conventionele dienstvrijstelling
1/10	3	2	1
2/10	6	4	2
3/10	<u>9</u>	6	3
4/10	12	8	4
5/10	15	10	5
6/10	18	12	6
7/10	21	14	7
8/10	24	16	8
9/10	27	18	9
10/10	30	20	10

\* in dagen

\*\* Deze dagen werkelijk verlof kunnen een aantal kalenderdagen geven die verschillen volgens het werkrooster en het deel van een opdracht. Bijvoorbeeld, de 15 dagen kunnen overeenkomen met 30 werkdagen als het personeelslid deeltijds werkt, eveneens verdeeld over de 5 werkdagen van een week..

Tabel 3: Verloven voor de administratieve functie boven 45 jaar

Leeftijd	Aantal werkelijke verlofdagen							
	-45	45/50	50 en+	60	61	62	63	64
1	3	3,1	3,2	3,3	3,4	3,5	3,6	3,7
2	6	6,2	6,4	6,6	6,8	7	7,2	7,4
3	9	9,3	9,6	9,9	10,2	10,5	10,8	11,1
4	12	12,4	12,8	13,2	13,6	14	14,4	14,8
5	15	15,5	16	16,5	17	17,5	18	18,5
6	18	18,6	19,2	19,8	20,4	21	21,6	22,2
7	21	21,7	22,4	23,1	23,8	24,5	25,2	25,9
8	24	24,8	25,6	26,4	27,2	28	28,8	29,6
9	27	27,9	28,8	29,7	31,6	31,5	32,4	33,3
10	30	31	32	33	34	35	36	37

De afronding van de decimalen gebeurt naar de hogere eenheid vanaf 0,5.

**Een voorbeeld van de berekening van de conventionele dagen dienstvrijstelling**

1. De berekening gebeurt per kalenderjaar.
2. Het personeelslid wordt aangeworven voor 7/10 als onderwijzer voor 3/10 in de administratie.
3. Het personeelslid wordt voor de 1<sup>ste</sup> maal aangeworven in de HS als contractueel.
4. Het jaar begint op 15/9/2006.
5. De Hogeschool heeft 3 van de 5 dagen laten vastleggen door de IM (cf. artikel 3, §1, d/ van deze overeenkomst) van 30 oktober tot 3 november (week van Allerheiligen).

1. Op hoeveel dagen conventionele dienstvrijstelling heeft dit personeelslid recht voor de 7/10 onderwijs?

Het aantal dagen conventionele dienstvrijstelling is gelijk aan het aantal dag schorsing van onderwijsactiviteit min de wettelijke verlofdagen min de feestdagen in de in aanmerking genomen periode (cf. artikel 6, §2).

De **dagen Schorsing van OnderwijsActiviteit (SOA)** komen overeen met **11 dagen**, met inbegrip van de feestdagen (die niet op een zaterdag of zondag vallen), oftewel:

- 27 september
  - 30 en 31 oktober en 1, 2 en 3 november (11 november valt op een zaterdag in 2006)
  - 25, 26, 27, 28, 29 december (30 en 31 december vallen op een zaterdag en een zondag in 2006).
- Waarvan 4 feestdagen

De **dagen Conventionele DienstVrijstelling (CDV)** komen overeen met 3 dagen:

Het aantal dagen conventionele dienstvrijstelling is gelijk aan het aantal dagen schorsing van onderwijsactiviteit (SOA) (tabel 1, kolom 1) min de wettelijke verlofdagen min de feestdagen in de in aanmerking genomen periode.

Het aantal gekregen dagen wettelijk verlof over de prestatieperiode is gelijk aan het aantal dagen wettelijk verlof volgens het deel van een opdracht (tabel 1, kolom 2) vermenigvuldigd met het aantal kalenderdagen van de **periode** (een maand = 30 dagen) gedeeld door 360.  
Oftewel,

$$\text{CDV} = \text{SOA (11)} - \text{wettelijk verlof (14 x 106/360=4,122)} - \text{feestdagen (4)}$$

$$\text{CDV} = 11 - 4 - 4 = 3$$

2. Op hoeveel dagen conventionele dienstvrijstelling heeft dit personeelslid recht voor de 3/10 administratieve taken?

Het aantal dagen conventionele dienstvrijstelling is gelijk aan het aantal dagen werkelijk verlof min het aantal dagen wettelijk verlof over de in aanmerking genomen **periode**.

Het **werkelijk verlof (WerV)** naar rato van de prestatieperiode komt overeen met 3 dagen (zonder de feestdagen), oftewel:

WerV = aantal dagen volgens het deel van een opdracht (tabel 2, kolom 1) vermenigvuldigd met het aantal kalenderdagen van de **periode** (een maand = 30 dagen) gedeeld door 360.

Oftewel,

$$\text{WerV} = 9 \times 106/360 = 2,65 = 3$$

Het **wettelijk verlof (WetV)** naar rato van de prestatieperiode komt overeen met het aantal dagen wettelijk verlof volgens het deel van de opdracht (tabel 2, kolom 2) vermenigvuldigd met het aantal kalenderdagen van de **periode** (een maand = 30 dagen) gedeeld door 360.

Oftewel,

$$6 \times 106/360 = 1,76 = 2$$

De **dagen conventionele dienstvrijstelling (CDV)** komen overeen met 1 dag, oftewel:

$$\text{CDV} = \text{WerV (3)} - \text{WetV (2)} ; \text{CDV} = 1$$